



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 28 mai 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
202<sup>e</sup> année  
28 mai 2026  
n° 20 / 8129<sup>e</sup>  
pages 897 à 944



## CHRONIQUE / Indivision

Loi n° 2026-248 du 7 avril 2026 :  
la personnification de l'indivision se poursuit  
> Julien Laurent

908

## ÉDITORIAL

897 L'indivision, encore..., *Didier Guével*

## ACTUALITÉS

- 900 Dépôt (valeurs mobilières) : prescription de l'action en restitution
- 901 Entente (verticale) : notion de « restriction de concurrence par objet »
- 902 Droit d'auteur (marché numérique) : rémunération équitable des éditeurs
- 902 Société civile (gérant) : révocation judiciaire pour cause légitime
- 902 Contrat d'adhésion (déséquilibre significatif) : exclusion des services de transport

## HOMMAGE

905 Jean-Bernard Blaise (1933-2026), *Anne-Sophie Choné, Pierre-Yves Gautier et Louis Vogel*

## POINT DE VUE

906 Intelligence artificielle et justice pénale : vers un modèle accusatoire ?, *Jean-Baptiste Perrier*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 911 **Chronique** : Écoblanchiment et droit de la concurrence, *Cheik Galokho*
- 917 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : Le contentieux administratif de la répression, *Louise Guinard*
- 920 L'obligation comportementale des juges constitutionnels, *Antoine Pouzet*
- 923 **Panorama** : Bail d'habitation, *Nicolas Damas*
- 935 **Notes** : Du doute probatoire au mensonge : la persistance d'une présomption implicite de dénonciation calomnieuse, *note sous CEDH 19 mars 2026, Anne-Blandine Caire*
- 939 Le régime procédural du droit de rétention précisé, mais le sort du nantissement de compte toujours en suspens..., *note sous Com. 4 mars 2026, Noëla Picari*

## ENTRETIEN

944 Maïté Saulier – La disparition du devoir conjugal : l'indispensable réforme

**Lefebvre Dalloz**

Imprimé par DONNEVILLE ([sonneville@u-paris2.fr](mailto:sonneville@u-paris2.fr)) Tous droits réservés

# Recueil Dalloz

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,  
LEFEBVRE SARRUT  
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie  
542 052 451 RCS Nanterre

recueil@dalloz.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
JULIEN LANGUY,  
représentant permanent de Lefebvre Sarrut

DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE DELESALLE SORDET  
DIRECTRICE  
DE LA RÉDACTION CIVIL, PÉNAL ET IMMOBILIER,  
CORINNE GENDRAUD

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

## RÉDACTION

### \* DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD

### \* RÉDACTION

Maelle HARSCOUËT DE KERAVEL

### \* CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### \* ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMAIL MENNESSEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1234,20 € TTC

Étranger : 1304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mai 2026

## Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

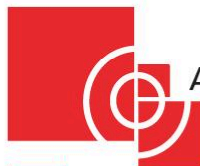
## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Didier Guével

897

L'indivision, encore...



## ACTUALITÉS

900

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Hypothèque (inscription) : demande de renouvellement

par voie postale, *Civ. 3<sup>e</sup>, 7 mai 2026*

Dépôt (valeurs mobilières) : prescription de l'action

en restitution, *Com. 20 mai 2026*

Concurrence-Distribution

Entente (verticale) : notion de « restriction

de concurrence par objet », *Com. 13 mai 2026*

Consommation

Obligation d'information (transport international) :

soumission aux droits de douane, *CJUE 13 mai 2026*

Propriété intellectuelle

Droit d'auteur (marché numérique) : rémunération

équitable des éditeurs, *CJUE 12 mai 2026*

Société et marché financier

Société civile (gérant) : révocation judiciaire

pour cause légitime, *Civ. 3<sup>e</sup>, 7 mai 2026*

902

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Contrat d'adhésion (déséquilibre significatif) :

exclusion des services de transport, *Com. 13 mai 2026*

Responsabilité civile (animal) : garde d'une jument

de concours, *Civ. 2<sup>e</sup>, 7 mai 2026*

Réparation du préjudice (corporel) : atteinte

à l'intégrité psychique, *Civ. 2<sup>e</sup>, 7 mai 2026*

903

### DROIT IMMOBILIER

Agent immobilier

Commission (perte) : responsabilité délictuelle

du tiers acquéreur, *Civ. 3<sup>e</sup>, 7 mai 2026*

904

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Contrat de travail (requalification) :

portée de l'effet rétroactif, *Soc. 6 mai 2026*

Accord collectif (entrée en vigueur) : annulation

de l'arrêté d'extension, *Soc. 6 mai 2026*

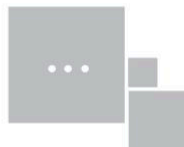
Recueil Dalloz - 28 mai 2026 - n° 20

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

28 mai 2026 - n° 20 / 8129<sup>e</sup>

905

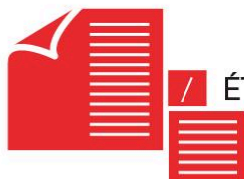
Jean-Bernard Blaise (1933-2026)  
Un modèle d'humilité savante pour l'Union européenne  
par Anne-Sophie Choné, Pierre-Yves Gautier  
et Louis Vogel



## POINT DE VUE

906

Intelligence artificielle et justice pénale :  
vers un modèle accusatoire ?  
par Jean-Baptiste Perrier



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

## CHRONIQUES

908

Loi n° 2026-248 du 7 avril 2026 :  
la personnification de l'indivision se poursuit  
par Julien Laurent

911

Écoblanchiment et droit de la concurrence  
par Cheik Galokho

## THÈSES

917

Le contentieux administratif de la répression  
par Louise Guinard

920

L'obligation comportementale  
des juges constitutionnels  
par Antoine Pouzet

## PANORAMA

923

Bail d'habitation  
avril 2025 – février 2026  
par Nicolas Damas

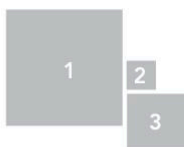
## NOTES

935

Du doute probatoire au mensonge : la persistance  
d'une présomption implicite de dénonciation calomnieuse,  
*note sous CEDH 19 mars 2026*  
par Anne-Blandine Caire

939

Le régime procédural du droit de rétention précisé,  
mais le sort du nantissement de compte toujours  
en suspens..., *note sous Com. 4 mars 2026*  
par Noëla Picari



## ENTRETIEN

944

Maité Saulier – La disparition du devoir conjugal : l'indispensable réforme

## À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :  
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :  
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :  
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :  
5 500 signes (références entre parenthèses).

Recueil Dalloz - 28 mai 2026 - n° 20

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés



1

RTDCiv. - janvier-mars 2026 - pages 1 à 242

## ARTICLES

1

La mémoire doctrinale

**Camille Bordère**

25

La place du contrat de travail  
est-elle dans le code civil ?**Marie Eliphe**

## RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

## ARTICLES

43

L'équilibre entre les parties au contrat  
de travail dans la réforme du droit des obligations**Dorian Mellot**

## CHRONIQUES

63

Déontologie des magistrats :  
des mots, des discours et des normes**Pascale Deumier**

177

La prescription de l'action en réparation  
d'un préjudice écologique**Maxime Barba**

208

Avortement : *Le Tartuffe*, acte II**Aude Denizot**

ref : 602601



9 782996 026011

**Lefebvre Dalloz**

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

## ARTICLES

|                                                                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| La mémoire doctrinale<br>par Camille Bordère .....                                                                         | 1  |
| La place du contrat de travail est-elle dans le code civil ?<br>par Marie Eliphe .....                                     | 25 |
| L'équilibre entre les parties au contrat de travail<br>dans la réforme du droit des obligations<br>par Dorian Mellot ..... | 43 |

## CHRONIQUES

|                                                                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Sources du droit en droit interne<br>par Pascale Deumier .....                                                                                     | 63  |
| Personnes et droits de la famille<br>par Anne-Marie Leroyer<br>et Vincent Egéa .....                                                               | 76  |
| Obligations et contrats spéciaux<br>Obligations en général<br>par Hugo Barbier .....                                                               | 92  |
| Responsabilité civile<br>par Patrice Jourdain .....                                                                                                | 108 |
| Contrats spéciaux<br>par Pierre-Yves Gautier .....                                                                                                 | 126 |
| Propriété et droits réels<br>par Florent Masson .....                                                                                              | 133 |
| Régimes matrimoniaux<br>par Isabelle Dauriac .....                                                                                                 | 146 |
| Preuve<br>par Julie Klein .....                                                                                                                    | 153 |
| Prescription<br>par Maxime Barba .....                                                                                                             | 158 |
| Droit judiciaire privé<br>Procédure de l'instance. Jugements<br>et voies de recours. Procédures civiles<br>d'exécution<br>par Nicolas Cayrol ..... | 183 |
| Législation française<br>par Aude Denizot .....                                                                                                    | 198 |

## BIBLIOGRAPHIE

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Revue des ouvrages<br>Ouvrages en général<br>sous la responsabilité de Sébastien Pimont<br>et Vincent Forray ..... | 211 |
| Ouvrages historiques ou anciens<br>sous la responsabilité de Florent Garnier<br>et Nader Hakim .....               | 216 |
| Revue des thèses<br>sous la responsabilité de Gaël Chantepie,<br>Rudy Laher et Catherine Puigelier .....           | 219 |
| Revue des revues<br>sous la responsabilité<br>de Frédéric Rouvière .....                                           | 234 |

# Revue de jurisprudence de Droit des Affaires

## 06/26

### L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

#### **Le locataire peut opposer l'exception d'inexécution pour faire échec à la clause résolutoire**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 5-3-2026 n° 24-15.820 FS-B : Décisions 317

Si le bailleur manque à son obligation de délivrance, le locataire peut s'opposer à l'acquisition de la clause résolutoire en refusant de payer le loyer, même s'il n'a pas demandé en justice des délais de paiement dans le mois de la délivrance du commandement.

#### **La cession des locaux loués à une SCI familiale ne fait pas échec au droit de préférence du locataire commercial**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 5-3-2026 n° 24-11.525 FS-B : Décisions 322

Le locataire commercial peut faire jouer son droit de préférence même si la cession envisagée est consentie à une société civile immobilière familiale constituée par le bailleur et ses enfants ; en effet, cette société a une personnalité distincte de ses associés.

#### **Une société de gestion d'un fonds commun de placement ne contrôle pas la société détenue par le fonds**

Cass. soc. 18-3-2026 n° 22-12.201 FS-B : Décisions 331

L'exercice, par la société de gestion d'un fonds commun de placement, des droits de vote attachés aux actions d'une société détenue par ce fonds ne permet pas de retenir un contrôle de cette société par la société de gestion en application de l'article L 233-3, I-3° du Code de commerce.

#### **La nullité spéciale pour défaut de commissaire aux comptes est limitée aux assemblées ordinaires**

Cass. com. 11-3-2026 n° 24-16.260 F-B : Décisions 333

L'assemblée générale extraordinaire d'une SARL statuant sur l'agrément d'un nouvel associé ne peut pas être annulée sur le fondement de la nullité spéciale tirée du défaut de désignation d'un commissaire aux comptes.

## **Les avances en compte courant n'intègrent l'actif disponible que si elles ne sont pas artificielles**

Cass. com. 4-3-2026 n° 24-22.234 F-D : Décisions 338

Des avances en compte courant d'associé ne font pas partie de l'actif disponible si elles ont été consenties artificiellement dans le seul but de dissimuler l'état de cessation des paiements de la société.

## **Responsabilité de la banque réceptionnaire de fonds détournés**

Cass. com. 14-1-2026 n° 24-19.102 F-B : Décisions 344

La banque n'a pas à faire des recherches sur l'origine et l'importance des fonds versés sur les comptes de son client ni même à l'interroger sur l'existence de mouvements de grande ampleur, dès lors que ces opérations ont une apparence de régularité et qu'aucun indice de falsification ne peut être décelé.

## **Annulation d'un prêt bancaire : la banque n'a pas à restituer à l'emprunteur les primes d'assurance**

Cass. 1<sup>er</sup> civ. 11-3-2026 n° 24-21.018 F-B : Décisions 347

En cas d'annulation d'un prêt, la banque, tiers au contrat d'assurance groupe auquel a adhéré l'emprunteur, n'est pas tenue de rembourser à ce dernier les primes d'assurance dont elle n'est pas créancière.

## **Un contrat conclu pour un usage mixte peut être régi par le Code de la consommation**

Cass. 1<sup>er</sup> civ. 11-3-2026 n° 24-16.635 FS-B : Décisions 350

Peut être qualifiée de « consommateur » une personne ayant conclu un contrat destiné à un usage en partie lié à son activité professionnelle et en partie étranger à cette activité lorsque la finalité professionnelle est si limitée qu'elle n'est pas prédominante.

## **Tribunal compétent en cas de contrat de consommation**



## Cass. 1<sup>e</sup> civ. 11-3-2026 n° 24-14.698 FS-B : Décisions 360 et avis p. 7

Dans le cadre d'un litige avec un professionnel domicilié en Polynésie, un consommateur a pu faire échec à la clause de compétence au profit du droit local polynésien et saisir la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat.

RJDA 2026

(c) 2026 Editions Francis Lefebvre

# Droit & Patrimoine

LE MENSUEL DE TOUS LES PRATICIENS DU DROIT

DOSSIER

## FONDAMENTAUX ET RENOUVEAU DE LA VENTE IMMOBILIÈRE



### CHRONIQUES

Démembrements  
de droit

Droit des biens

Droit des sûretés

Droit international privé



 LAMY | KARNOV  
LIAISONS GROUP

# DROIT & PATRIMOINE

MAI 2026 • N° 368



## DOSSIER

### Fondamentaux et renouvelé de la vente immobilière

|                                                                                                                                          |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| • De l'offre à la vente notariée : l'introuvable moment de la vente ? .....                                                              | 8  |
| Charles BAHUREL, Agrégé des facultés de droit, Professeur à Nantes Université                                                            |    |
| • Du bon usage des conditions dans la vente immobilière .....                                                                            | 12 |
| Antoine GOUÉZEL, Professeur à l'Université de Rennes et Éric SIMON-MICHEL, notaire associé à la Baule-Escoublac                          |    |
| • Des clauses dérogatoires en matière de garantie des vices cachés et de délivrance conforme .....                                       | 20 |
| Charles-Edouard BUCHER, Professeur des Universités, Directeur de l'institut de recherche en droit privé (IRDP UR 1166) Nantes Université |    |
| • La personne protégée et la vente immobilière .....                                                                                     | 24 |
| Jacques COMBRET, notaire honoraire, docteur en droit                                                                                     |    |
| • Vente immobilière et sociétés .....                                                                                                    | 32 |
| Hélène FARINE, notaire                                                                                                                   |    |

# SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

## CHRONIQUES

**Démembrements de droit**  
(octobre 2025-février 2026)..... 57

**Droit des biens**  
(décembre 2025 – mars 2026)..... 64

**Droit des sûretés**..... 70

**Droit international privé**..... 75



• **Le couple et la vente immobilière** ..... 38

Charlotte GOLDIE-GENICON, Agrégée des facultés de droit, Professeur à l'université de Nantes, Directrice du master droit notarial et du DESN

• **Du bon usage des servitudes**..... 44

Christian FOIX, Notaire

• **Maître minute et la vente en viager** ..... 46

Raymond LE GUIDEC, Professeur émérite à l'université de Nantes et  
Christophe LESBATS, Juriste au Cridon-Ouest, chargé d'enseignement  
à la faculté de droit de Nantes

• **Les pièges de la plus-value immobilière des particuliers**..... 52

Olivier PECQUEUR, Expert en fiscalité et stratégie patrimoniale GMV notaires,  
Ancien Consultant au CRIDON OUEST

# Droit des sociétés, n° 6 du 01 juin 2026

---

## Sommaire du numéro

### Repère

NULLITÉ

#### Une nouvelle théorie de la participation utile ?

N° 6 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

### Alertes

FOCUS | ACTION DE PRÉFÉRENCE

#### L'action de préférence, instrument de souveraineté nationale : le cas de la société LMB

N° 78 - Par Thierry FAVARIO

VEILLES | SOCIÉTÉ COTÉE

#### SCPI : l'AMF clarifie le traitement des demandes de retrait incomplètes

N° 79

VEILLES | ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

#### Administrateur judiciaire et action en report de la date de cessation des paiements

N° 80

VEILLES | VALEUR MOBILIÈRES

#### Action en restitution de valeurs mobilières inscrites sur un compte titres : non-application de la prescription commerciale de droit commun

N° 81

VEILLES | SOCIÉTÉ COTÉE

#### AMF : homologation d'une modification du règlement général sur la transmission d'informations des sociétés cotées

N° 82

VEILLES | OBLIGATAIRES

#### Modalités de l'autorisation et régularisation de l'irrégularité tirée du défaut de pouvoir du représentant de la masse des obligataires

N° 83



VEILLES | SCI

**Une SCI condamnée à une amende civile pour avoir loué un appartement réputé à usage d'habitation en meublé de tourisme sans autorisation préalable (loi Le Meur)**

N° 84 - Par Alexis ALVAREZ-ELORZA

VEILLES | RNE

**RNE : simplification des formalités et renforcement des obligations déclaratives des entreprises**

N° 85

VEILLES | COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

**Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal**

N° 86

VEILLES | DURABILITÉ

**L'AEMF promeut une surveillance proportionnée des exigences de durabilité de MiFID II**

N° 87

VEILLES | DURABILITÉ

**La Commission consulte sur les normes révisées en matière de rapports de durabilité**

N° 88

VEILLES | DURABILITÉ

**La H2A précise l'absence d'obligation de vérification des informations de durabilité pendant la suspension applicable aux entreprises de la vague 2**

N° 89

VEILLES | INTERDICTION PROFESSIONNELLE

**Création et gestion de sociétés du secteur immobilier : validation par le Conseil constitutionnel de l'interdiction professionnelle en cas de condamnation pénale**

N° 90

**Études**

ENTREPRISES FINANCIÈRES

**L'impossible complicité des entreprises financières en cas de violations graves des droits humains ?**

N° 4 - Par Marie DE PINIEUX

COEMPLOI

**Coemploi et fonctionnement (a)normal d'un groupe de sociétés**

N° 5 - Par Chloé LE BRENN

GREENWASHING

**La régulation de la communication environnementale des entreprises face au risque de greenwashing**

N° 6 - Par Virginie MERCIER

## Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PACTE D'ASSOCIÉS

### **Un pacte d'associés est en principe réputé conclu pour la durée restant à courir de la société**

N° 59 - Par Renaud MORTIER

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE

### **Révocation du gérant d'une SCI, la voie du référé fermée**

N° 60 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | CESSIONS DE PARTS

### **Modification des règles de publicité des cessions de parts de sociétés civiles**

N° 61 - Par Nadège JULLIAN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

### **Quel délai de prescription pour l'action en nullité d'une décision d'augmentation du capital social ?**

N° 62 - Par Jean-François HAMELIN

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

### **L'introuvable effectivité de l'opposition aux actes accomplis par un co-gérant**

N° 63 - Par Jean-François HAMELIN

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | DÉLIT DE MALVERSATION

### **Constitutionnalité de l'article L. 654-17 du Code de commerce au regard du droit au recours juridictionnel effectif**

N° 64 - Par Renaud SALOMON

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

### **Les limites de l'élément matériel de l'abus de biens sociaux**

N° 65 - Par Renaud SALOMON

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

### **Régime des sociétés mères et filiales pour les distributions reçues d'une filiale**

N° 66 - Par Jean-Luc PIERRE

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | TRUSTS ÉTRANGERS

### **Imposition des revenus revenant à des personnes physiques résidents de France ou perçus par ceux-ci**

N° 67 - Par Jean-Luc PIERRE

RSE ET DROIT DES SOCIÉTÉS | DEVOIR DE VIGILANCE

### **Première condamnation à réparation d'une entreprise pour manquement au devoir de vigilance : nouvelle étape dans la judiciarisation de la RSE**

N° 68 - Par Morgane TIREL

AUDIT. - INFORMATIONS FINANCIÈRES ET EXTRA-FINANCIÈRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

### **Conflit au Moyen-Orient : incidences sur les comptes des entreprises et les rapports de gestion et d'audit**

N° 69 - Par Jean-Louis NAVARRO

AUDIT. - INFORMATIONS FINANCIÈRES ET EXTRA-FINANCIÈRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

## **Conflit au Moyen-Orient : incidences sur la prévision, la communication au marché et le rapport de durabilité**

N° 70 - Par Jean-Louis NAVARRO

AUDIT. - INFORMATIONS FINANCIÈRES ET EXTRA-FINANCIÈRES | ENTREPRISES

## **Omnibus numérique : simplification des règles au sein des entreprises**

N° 71 - Par Fabrice MATTATIA

AUDIT. - INFORMATIONS FINANCIÈRES ET EXTRA-FINANCIÈRES | ENTREPRISES

## **Le portefeuille européen d'identité numérique pour les entreprises**

N° 72 - Par Fabrice MATTATIA

AUDIT. - INFORMATIONS FINANCIÈRES ET EXTRA-FINANCIÈRES | NUMÉRIQUE

## **Numérisation des relations entre les entreprises et leurs actionnaires : le droit des sociétés enfin mis à jour**

N° 73 - Par Fabrice MATTATIA

### **Pratique**



DEVOIR DE VIGILANCE

## **Cartographie des risques : enseignements opérationnels des contentieux vigilance**

N° 1 - Par François DE CAMBIAIRE , Chloé DELAMOURD et Lydia MÉZIANI

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 21 du 25 mai 2026

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Le printemps de Budapest

N° 620 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

#### Forough Vatani, femme, droits, liberté

N° 621 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | DROITS DE LA DÉFENSE

#### Droit au silence et commission d'enquête parlementaire

N° 622 - Par Jean-Baptiste PERRIER

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | PRESSE-ÉDITION

#### Grasset toujours !

N° 623 - Par Michel VIVANT et Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### Le premier rapport d'activité du Conseil constitutionnel sous la présidence de Richard Ferrand

N° 624 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | EXPERTISE

#### Les annexes d'une expertise amiable peuvent fonder la décision du juge dès lors qu'elles n'émanent pas de l'expert

N° 625 - Par Juliette TISSOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

#### Procédures-bâillons : publication de la circulaire de présentation du décret portant transposition de la directive « anti-SLAPP »

N° 626

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | MINEURS

## La protection des mineurs face à ses défaillances majeures : vers une restructuration de l'aide sociale à l'enfance

N° 627

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

### Arrêts P de la Cour de cassation du 27 avril au 10 mai 2026

N° 628

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

### Licéité de l'exclusion de garantie en cas de disparition de l'aléa : voie royale ou voie sans issue ?

N° 629 - Par Agnès PIMBERT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CORRUPTION

### Lutte contre la corruption : publication de la nouvelle directive

N° 630

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

### Validation sous réserve d'interprétation des dispositions relatives à l'exécution provisoire du mandat de dépôt à effet différé

N° 631

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JUSTICE PÉNALE

### Indicateurs pénaux 2014-2024 : une évolution contrastée de la réponse pénale au niveau départemental

N° 632

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

### Journal officiel du 23 avril au 20 mai 2026

N° 633

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

### Arrêts P de la Cour de cassation du 6 avril au 3 mai 2026

N° 634

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRÉJUDICE

### La perte de plaisir sexuel appréhendée par les juges

N° 635 - Par Laetitia GAURIER

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | AVOCATS

### Saisie de documents soumis au secret professionnel de l'avocat, vers une protection effective des droits de la défense

N° 636 - Par Antoine BOTTON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | HYPOTHÈQUES

### Renouvellement d'hypothèque : seule la date de réception au service de publicité foncière compte

N° 637

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 7 au 20 mai 2026**

N° 638

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 27 avril au 10 mai 2026**

N° 639

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RETRAITE

**Conditions de départ à la retraite de certains assurés sociaux à la suite de la suspension de la réforme de 2023**

N° 640

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

**Réforme de l'indemnisation de l'incapacité permanente des victimes d'AT-MP**

N° 641

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SMIC

**Revalorisation du SMIC : + 2,41 % au 1er juin 2026**

N° 642

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 7 au 20 mai 2026**

N° 643

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 27 avril au 10 mai 2026**

N° 644

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

**La régularisation d'un acte post-sursis à statuer ne nécessite pas forcément une décision expresse**

N° 645 - Par Paul GASNIER

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

**L'unicité de l'office du juge d'appel saisi d'un jugement mettant fin à l'instance après un jugement ayant sursis à statuer dans l'attente d'une régularisation**

N° 646 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESTITUTION DE BIENS CULTURELS

**Publication d'une loi sur la restitution de biens culturels**

N° 647

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**Statut de l' élu local : un décret précise les règles relatives aux indemnités, à la déontologie et à l'allocation de fin de mandat**

N° 648

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | RESPONSABILITÉ DE LA PUISSANCE PUBLIQUE



## Exposition à la Dépakine pendant la grossesse : l'existence d'une perte de chance d'éviter le dommage entraîne la réparation intégrale du dommage

N° 649

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

### Journal officiel du 7 au 20 mai 2026

N° 650

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

### Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 27 avril au 10 mai 2026

N° 651

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURE CIVILE

### Les droits de la défense face au secret médical

N° 652 - Par Carine BRIÈRE

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

### Des études de droit décroisées au coeur de Rouen

N° 653 - Par Antoine CORRE-BASSET

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | LIBERTÉ D'EXPRESSION

### La rumeur peut-elle être saisie par le droit ?

N° 654 - Par Nathalie DROIN

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT DES BIENS

### Droit des biens

N° 655 - Par Hugues PÉRINET-MARQUET

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONVENTION JUDICIAIRE D'INTÉRÊT PUBLIC

### 3 Questions à Astrid Mignon Colombet, avocate associée, August Debouzy et Jérôme Simon, premier vice-procureur au PNF

N° 656

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### Droit de visite des parlementaires et des bâtonniers : publication de la loi

N° 657

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### Honoraires d'avocat : compétence du premier président en l'absence de contestation sérieuse du mandat

N° 658

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## Le ministère de la Justice déploie son outil d'IA générative interne

N° 659

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## Journée nationale de l'accès au droit 2026

N° 660

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 22 du 28 mai 2026

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### NUMÉRIQUE

#### **3 QUESTIONS - IA générative dans les écritures judiciaires : transparence, citation, et effets pervers**

N° 463 - Par Hugo ACCIARRI

[Consulter le PDF](#)

#### COMMERCE INTERNATIONAL

#### **Le droit est une dimension essentielle de la guerre commerciale**

N° 464 - Par Olivier DE MAISON ROUGE

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

#### **Les arbitrages atypiques**

N° 465

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

#### **Droit privé de l'environnement. Essai d'une théorie**

N° 466

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

#### **Le capital-investissement à l'épreuve des incertitudes économiques**

N° 467

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | CONCURRENCE

#### **Bilan de l'année 2025 en matière de droit des aides d'État**

N° 468 - Par Sébastien PINOT et Martin CHARRON

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | BANQUE

#### **Action en restitution de valeurs mobilières inscrites sur un compte titres : non-application de la prescription commerciale de droit commun**

N° 469

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Principe du contradictoire et restriction de concurrence par objet**

N° 470

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Compétence juridictionnelle et entente contraire au droit de la concurrence**

N° 471

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

**Déséquilibre significatif : l'article 1171 du Code civil, disposition générale, ne s'applique qu'aux relations contractuelles qui ne sont pas régies par un texte spécial**

N° 472

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

**Signature d'un protocole transactionnel et informations relatives aux indemnités prévues**

N° 473

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

**Résiliation anticipée d'un contrat à durée déterminée : paiement des prestations passées et des prestations non exécutées**

N° 474

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRAT

**Les juges du fond ne peuvent interpréter les conventions que si celles-ci sont obscures ou ambiguës**

N° 475

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

**Simplification de la vie économique : le Conseil constitutionnel censure, totalement ou partiellement, 25 des 84 articles de la loi**

N° 476

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

**Extension de la procédure collective et point de départ du délai de prescription de l'action en report de la date de cessation des paiements**

N° 477

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MANDAT

**Conditions de qualification d'un contrat d'agent sportif**

N° 478

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Les ordres successifs, lorsqu'ils concourent à une opération globale, sont interdépendants**

N° 479

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARQUE

## Obélix ne dépose pas les armes : l'EUIPO désavoué sur l'appréciation de la marque renommée antérieure

N° 480

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

## « Omnibus numérique » : le Parlement et le Conseil de l'UE s'accordent sur les nouvelles règles

N° 481

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

## Surendettement : la bonne foi doit être appréciée individuellement pour chaque demandeur

N° 482

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

## L'annulation d'un contrat pour clauses abusives ouvre également des droits pour le professionnel

N° 483

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RSE

## CSRD : la H2A précise l'absence d'obligation de vérification des informations de durabilité pendant la suspension applicable aux entreprises de la « vague 2 »

N° 484

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## AMF : homologation d'une modification du règlement général sur la transmission d'informations des sociétés cotées

N° 485

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## AG des sociétés cotées : focus de l'AMF sur les nouvelles règles de communication avec les actionnaires

N° 486

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRANSPORT

## Voyages à forfait : les nouvelles règles sont publiées

N° 487

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

## Salarié protégé licencié sans autorisation

N° 488

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## Données sociales : l'Urssaf et la DSS renforcent la sécurisation des droits des salariés

N° 489

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## Lutte contre la fraude sociale et fiscale : saisine du Conseil constitutionnel

N° 490

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal

N° 491

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Société de construction et bénéfice du régime de société de personnes

N° 492

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURE FISCALE

## Méconnaissance d'une obligation d'information et conséquences pour l'Administration

N° 493

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

## Fraude à la TVA : le Conseil valide provisoirement le renforcement de la coopération avec les organismes d'enquête de l'UE

N° 494

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

## Le contrôle de fait d'une société par un actionnaire minoritaire

N° 1169 - Par Dominique SCHMIDT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

## E-réputation des entreprises : entre riposte juridique et couverture assurantielle

N° 1170 - Par Amélie TRIPET , Charles HUGO et Marie EDELSTENNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

## Un nouveau réseau européen pour lutter contre les pratiques déloyales agroalimentaires

N° 1171 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS et Cyril GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

## Le champ d'application du règlement (UE) 2026/697 du 11 mars 2026

N° 1172 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS et Cyril GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

## La coopération obligatoire dans le règlement (UE) 2026/697 du 11 mars 2026

N° 1173 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS et Cyril GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DISTRIBUTION

## La coopération facultative dans le règlement (UE) 2026/697 du 11 mars 2026

N° 1174 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS et Cyril GRIMALDI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | HARCÈLEMENT

## Le harcèlement moral managérial, illustration d'une convergence de la jurisprudence de la chambre sociale avec celle de la chambre criminelle

N° 1175 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES

## **Contrats à long terme et CVAE : pas de déduction anticipée des coûts futurs**

N° 1176 - Par Nicolas NEZONDET

[Consulter le PDF](#)



[Accéder à tous les numéros de la revue](#)[Numéro précédent](#)

|                                                      |                                                          |                                                                                     |
|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <input type="text" value="Rechercher dans ce numé"/> |                                                          |  |
| N° 5 - 28 mai 2026                                   | <a href="#"><u>Revue Pratique Droit des Affaires</u></a> |                                                                                     |

# Revue Pratique Droit des Affaires - N° 5 - 28 mai 2026

## Actualités

### CONTRATS D'AFFAIRES

**Confirmation de jurisprudence : l'article L. 442-1 du Code de commerce chasse l'article 1171 du Code civil**

Par Frédéric Buy

**Le contractant impayé peut-il encore réclamer le prix lorsque le contrat a été résilié de façon anticipée ?**

Par Frédéric Buy

**Responsabilité de l'acquéreur en cas de vente conclue à l'insu de l'agent titulaire d'un mandat non exclusif**

Par Frédéric Buy

### CONCURRENCE ET MARCHÉS NUMÉRIQUES

**Inconstitutionnalité des perquisitions pénales sans recours effectif et constitutionnalité des règles relatives à la correspondance avocat-client**

Par Rafael Amaro

**Private enforcement : le point de départ des « intérêts » doit être fixé au jour où survient le préjudice**

Par Rafael Amaro

**La loi de simplification de la vie économique relève les seuils de notification des concentrations**

Par Rafael Amaro

## **BIENS DE L'ENTREPRISE**

### **Bail commercial sur le domaine public, les suites de la nullité**

Par Nadège Jullian

### **Sous-location tolérée et refus de renouvellement : le temps efface la faute**

Par Clément Fabre

### **Obelix c/ Obelix : quand la renommée du gaulois fait débat**

Par Yann Basire

### **Pacte de préférence et édition musicale**

Par Diogo Costa Cunha

## **RSE / COMPLIANCE / VIGILANCE**

### **La directive relative à la lutte contre la corruption est publiée**

Par Antoine Oumedjkane

### **Précisions réglementaires en matière de LCB-FT**

Par Cécile Granier

### **LCB-FT : l'ACPR sanctionne MoneyGram**

Par Brune-Laure Dugourd

## **CRÉDIT, FINANCEMENT ET PAIEMENT**

### **Équivalence entre l'autorisation donnée par l'assemblée générale des obligataires et par consultation écrite**

Par Thibaut Duchesne

### **Sociétés**

HORS-SÉRIE

**10 ANS APRÈS LA RÉFORME****DU DROIT DES OBLIGATIONS :****QUELS APPORTS POUR LE DROIT****DES AFFAIRES ?****50<sup>e</sup> COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DROIT & COMMERCE**

27 et 28 mars 2026 - Deauville



## Gazette du Palais

## Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

## Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

## Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

## Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

## Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

## Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

## Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

## Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

## Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

## Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilletable numérique : 269 €

## Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,  
sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins  
d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément  
à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

**Projets d'articles** : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

# 10 ANS APRÈS LA RÉFORME DU DROIT DES OBLIGATIONS : QUELS APPORTS POUR LE DROIT DES AFFAIRES ?

## 50<sup>e</sup> colloque de l'association Droit & Commerce

### Interventions

|                                                                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| GPL490p8 ■ Allocation de bienvenue<br>par Jérôme CARLES                                                               | 2  |
| GPL490r2 ■ La personne raisonnable, modèle du contractant<br>dans le Code civil réformé<br>par Philippe STOFFEL-MUNCK | 4  |
| GPL490r9 ■ Grand Témoin<br>par François ANCEL                                                                         | 11 |
| GPL490s8 ■ Standards et principes : que signifie leur essor pour la pratique ?<br>par François Xavier TESTU           | 20 |
| GPL490s9 ■ Le regard de l'économiste sur la réforme des obligations<br>par François FACCHINI                          | 27 |
| GPL490l3 ■ Les tops de la réforme<br>par Alain BÉNABENT                                                               | 34 |
| GPL490s5 ■ Les flops de la réforme<br>par Laura SAUTONIE-LAGUIONIE                                                    | 37 |
| GPL490r8 ■ Les impensés de la réforme du point de vue du droit des affaires<br>par Jean-François HAMELIN              | 44 |
| GPL490p9 ■ Table ronde<br>par Nathalie DUBOIS                                                                         | 52 |
| GPL490j3 ■ Observations conclusives<br>par Laurent AYNÈS                                                              | 55 |

# BULLETIN JOLY

# ENTREPRISES

# EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

## À LA UNE

### ÉCLAIRAGE

Aspects internationaux de la directive *Insolvabilité III* → PAGE 4

Jean-Luc VALLENS

### LIQUIDATION JUDICIAIRE

Quel sort pour l'héritier acceptant la succession  
d'un débiteur en liquidation judiciaire ? → PAGE 17

Karl LAFAURIE

### CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

Le droit de rétention n'est pas une sûreté réelle :  
quelles conséquences en procédure collective ? → PAGE 20

Clément FAVRE-ROCHEX

### DOSSIER

La valeur en droit des entreprises en difficulté → PAGE 26

Sous la co-direction scientifique de Étienne ANDRÉ et Adrien BÉZERT

# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJE202q3 • **Aspects internationaux de la directive *Insolvabilité III*** 4  
Jean-Luc VALLENS

## OUVERTURE ET EXTENSION DES PROCÉDURES COLLECTIVES

- BJE202p7 • **L'apport en compte courant d'associé, une réserve de trésorerie... sous réserve !** 10  
Marie-Laure COQUELET – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-22.234, F-D

## SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE202p3 • **Office du juge saisi d'une action en responsabilité contre l'administrateur judiciaire** 12  
Romain AZEVEDO – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-16.504, F-D
- BJE202p1 • **Calcul de l'émolument du mandataire judiciaire pour la contestation de la créance applicable en Polynésie** 14  
David LEMBERG-GUEZ – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-21.933, F-D

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

- BJE202r4 • **Quel sort pour l'héritier acceptant la succession d'un débiteur en liquidation judiciaire ?** 17  
Karl LAFAURIE – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-18.923, FS-D

## CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE202p4 • **Le droit de rétention n'est pas une sûreté réelle : quelles conséquences en procédure collective ?** 20  
Clément FAVRE-ROCHEX – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-20.020, F-B
- BJE202p8 • **Une clarification relative à la vérification d'une créance actualisée dans la nouvelle procédure après résolution du plan** 22  
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 4 févr. 2026, nos 24-21.341 et 24-22.688, F-B

## PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE202p2 • **L'insuffisance d'actif, clé de voûte de la règle de non-cumul des actions en responsabilité** 24  
Thierry FAVARIO – Cass. com., 4 mars 2026, n° 24-10.828, F-D

## DOSSIER

|                                                                                                                          |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| BJE20209 • <b>LA VALEUR EN DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ</b>                                                       | 26 |
| Université Jean Moulin Lyon 3, le 16 janvier 2026<br>Sous la co-direction scientifique de Étienne ANDRÉ et Adrien BÉZERT |    |
| BJE202q4 • <b>Propos introductifs</b>                                                                                    | 27 |
| Étienne ANDRÉ et Adrien BÉZERT                                                                                           |    |
| BJE202r3 • <b>La valeur dans les procédures de restructuration : les modèles de référence</b>                            | 29 |
| Adrien BÉZERT et Vasile ROTARU                                                                                           |    |
| BJE202q7 • <b>Valeur, coûts et prédiction de faillite</b>                                                                | 36 |
| Éric SÉVERIN                                                                                                             |    |
| BJE202q8 • <b>La valeur dans les procédures préventives</b>                                                              | 40 |
| Table ronde<br>Alicia BALI, Ludivine SAPIN, Cédric BODARD, Vincent CUISINIER et Matthieu RICHARD                         |    |
| BJE202r5 • <b>La valeur d'entreprise au cœur des classes de parties affectées</b>                                        | 46 |
| Nicolas BORGA et Gaël COUTURIER                                                                                          |    |
| BJE202q9 • <b>La valeur de l'actif grevé d'une sûreté</b>                                                                | 52 |
| Clément FAVRE-ROCHEX                                                                                                     |    |
| BJE202q5 • <b>L'actionnaire face à la valeur de ses titres</b>                                                           | 56 |
| Thibaut DUCHESNE                                                                                                         |    |
| BJE202r2 • <b>La cession en procédure collective : de la valeur au prix</b>                                              | 60 |
| Étienne ANDRÉ                                                                                                            |    |
| BJE202r1 • <b>Propos conclusifs</b>                                                                                      | 64 |
| Julien THÉRON                                                                                                            |    |

# BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

## À LA UNE

### ABUS DE MARCHÉ

Épilogue de l'affaire *Natixis* : les dits et les non-dits  
de la répression pénale boursière → PAGE 20

Raphaël GALVAO

### ÉMETTEURS

Premier arrêt de la Cour de cassation  
sur les *American Depositary Receipts* → PAGE 24

Hervé SYNDET

Contrôle et fonds commun de placement, deux notions  
inconciliables ? → PAGE 26

Patrick KASPARIAN

### DOCTRINE

À propos de l'incompatibilité supposée du service de placement  
avec l'activité de SGP → PAGE 44

Myriam ROUSSILLE



# SOMMAIRE

## ÉCLAIRAGE

- BJB202q0 • **MiCA et le marché européen des crypto-actifs : supervision, sortie des acteurs non agréés et consolidation** 3

Anthony ARANDA VASQUEZ

## AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB202q1 • **L'ESMA promeut une surveillance fondée sur les risques qui devient la pierre angulaire de la surveillance des marchés financiers de l'UE** 5

Emmanuelle BOURETZ – Principles on risk-based supervision, 9 janv. 2026, ESMA42-1710566791-6326

## ABUS DE MARCHÉ

- BJB202p6 • **Épilogue de l'affaire *Natixis* : les dits et les non-dits de la répression pénale boursière** 20

Raphaël GALVAO – Cass. crim., 4 févr. 2026, n° 24-84.091, F–B

## ÉMETTEURS

- BJB202p4 • **Premier arrêt de la Cour de cassation sur les *American Depositary Receipts*** 24

Hervé SYNDET – Cass. com., 26 nov. 2025, n° 24-15.626, FS–B

- BJB202p5 • **Contrôle et fonds commun de placement, deux notions inconciliables ?** 26

Patrick KASPARIAN – Cass. soc., 18 mars 2026, n° 22-12.201, FS–B

## PRESTATAIRES

- BJB202p7 • **CIF et commercialisation de produits interdits** 30

Jérôme HERBET – AMF, déc., 1<sup>er</sup> avr. 2026, n° SAN-2026-03

- BJB202q2 • **Contrôles SPOT de l'AMF sur les dispositifs de conformité et de contrôle interne des sociétés de gestion** 33

Michel STORCK – AMF, synthèse des contrôles SPOT relative aux fonctions de conformité et de contrôle interne des sociétés de gestion de portefeuille, 31 mars 2026

## CONFORMITÉ

- BJB202p8 • ***Omnibus I* : le crash de la durabilité, de la simplification et de la compétitivité** 36

Thibaut DUCHESNE – PE et Cons. UE, dir. n° 2026/470, 24 févr. 2026, modifiant les directives 2006/43/CE, 2013/34/UE, (UE) 2022/2464 et (UE) 2024/1760 en ce qui concerne certaines exigences d'information en matière de durabilité applicables aux entreprises et certaines exigences relatives au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité : JOUE L, 26 févr. 2026

## DOCTRINE

- BJB202q3 • **À propos de l'incompatibilité supposée du service de placement avec l'activité de SGP** 44

Myriam ROUSSILLE

**PRATIQUE** P. 13

PERSONNES / FAMILLE

## Sortie d'indivision et vacance successorale : la loi a été publiée !

par Olivier Vix**ACTUALITÉS** P. 5

IMMOBILIER

Publicité foncière : date de l'inscription en cas de demande postale

ENTREPRISE

Décret du 30 avril 2026 relatif aux formalités des entreprises

DROIT FISCAL

Conditions du régime spécial d'imposition des cessions de terrains par une SCI de construction-vente

RURAL

Moyens des SAFER pour déceler le contournement de leur droit de préemption par un bail fictif

**DOCTRINE** P. 17

ENTREPRISE

Statut du conjoint salarié : le lien de subordination n'est pas une condition nécessaire

par Mathilde Richevaux**CHRONIQUES** P. 21

ENTREPRISE

Baux commerciaux

par Laurent Ruet et Adrien Ruet

## ACTUALITÉS P. 5

### À LA UNE

DEF231r1 ■ Publicité foncière : date de l'inscription en cas de demande postale

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF231q7 ■ Meublé de tourisme : pas de dérogation pour les stages ou formations dans le cadre d'un cursus scolaire ou universitaire

### ENTREPRISE

DEF231q8 ■ Décret du 30 avril 2026 relatif aux formalités des entreprises

### FISCAL

DEF231q9 ■ Conditions du régime spécial d'imposition des cessions de terrains par une SCI de construction-vente

### RURAL

DEF231r0 ■ Moyens des SAFER pour déceler le contournement de leur droit de préemption par un bail fictif

## PRATIQUE P. 13

### QUESTIONS-RÉPONSES

DEF231i8 ■ Sortie d'indivision et vacance successorale : la loi a été publiée !  
par **Olivier Vix**

## DOCTRINE P. 17

DEF231i1 ■ Statut du conjoint salarié : le lien de subordination n'est pas une condition nécessaire  
par **Mathilde Richevaux**

## CHRONIQUES P. 21

DEF231p0 ■ Baux commerciaux  
par **Laurent Ruet** et **Adrien Ruet**

## VIE PRO P. 28

## OFFRES ET DEMANDES P. 33

## INDICES P. 36